

CONFERENCE INAUGURAL DE COOPERATION DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

Hotel Habana Libre- Salón de
Embajadores
8 MARS 2017

Table des Matières

04 INTRODUCTION

**05 CONFÉRENCE DE
COOPÉRATION**

**06 PAROLES DE BIENVENUE DE LA
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE**

08 ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

11 NOS PROJETS

12 CHANGEMENT CLIMATIQUE

14 Transport

15 *Carte des routes maritimes de la
Grande Caraïbe*

16 *Cours de haut niveau de gestion
des ports*

17 *Stratégie maritime et portuaire
pour la Grande Caraïbe*

18 Commerce

19 *FOCAHIMECA*

20 *TIM*

21 *Carte de Voyages d'Affaires de l'AEC*

22 Tourisme Durable

23 *Education et le renforcement des capacités
dans le secteur du tourisme dans la Grande
Caraïbe*

24 *Artisanat: Élément culturel liant le tourisme
aux communautés*

25 *Certification de Durabilité de la Zone de
Tourisme durable de la Grande Caraïbe
(ZTDC)*

**26 Direction de la Réduction des Risques de
Catastrophes**

27 *PITCA*

28 *Ecologisation des interventions en cas de
catastrophes*

A propos de l'AEC

Le bassin des Caraïbes offre un large éventail de possibilités pour la coopération et le commerce à l'échelle planétaire, vu sa position géographique particulière et ses caractéristiques naturelles. Il possède d'abondantes ressources naturelles, marines et énergétiques et une biodiversité unique au monde. Il sert de lien de communication entre les océans Pacifique et Atlantique, par le biais du Canal de Panama, et entre le nord et le sud de l'Amérique. En dépit de ses atouts et de ses avantages, les relations dans les domaines du commerce, des investissements et de la coopération qui s'établissent dans cet espace géographique se situent très en-deçà de leur potentiel.

L'Association des Etats de la Caraïbe, consciente de son rôle à cet égard, aborde la vingt-troisième année de sa création avec un élan renouvelé, tout en cherchant à explorer de nouvelles dynamiques de travail qui permettraient de renforcer et d'élargir les relations avec ses Membres et celles de ses Membres avec leurs partenaires.

Vingt-quatre États provenant de l'Amérique, d'Europe et d'Asie sont observateurs auprès de l'AEC. En outre, elle entretient des relations avec quatre organisations observatrices, et six observateurs fondateurs. En outre, l'AEC interagit avec divers organismes et acteurs sociaux. Au cours de son évolution en tant qu'organisation, l'AEC a diversifié les axes thématiques autour desquels se tissent les relations de coopération entre ses membres. Aux domaines originels du transport, du tourisme durable et du commerce sont venus s'ajouter ceux de la réduction des risques de catastrophes et de la lutte contre le changement climatique, qui témoignent de l'importance que nos gouvernements accordent à des phénomènes qui ont des impacts négatifs sur la Caraïbe. Au Septième Sommet de l'AEC qui s'est tenu à La Havane le 4 juin 2016, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé le caractère prioritaire de ces questions dans le Plan d'action approuvé pour la période 2016-2018.

Les difficultés économiques qui font obstacle au commerce et aux investissements dans les domaines stratégiques du transport et du tourisme, entre autres, nous obligent à rechercher des solutions novatrices et réalisables par tous.



La Conférence de coopération

La Présidence cubaine du Conseil des Ministres de l'Association et le Secrétariat de l'AEC ont décidé de convoquer la Première Conférence de coopération de la Caraïbe afin de faire connaître l'état d'exécution des programmes de coopération mis en œuvre par l'Association et de contribuer à la mobilisation de ressources pour les projets en cours d'exécution et d'autres susceptibles d'être proposés en fonction des axes thématiques.

Conçu à l'origine pour assurer une participation plus significative des pays et organisations dotés du statut d'observateurs à l'AEC, ce premier rendez-vous s'est étendu à d'autres pays et organismes internationaux ainsi qu'aux Fonds, Programmes et Agences des Nations Unies, qui ont été spécialement invités car ce sont des acteurs qui réalisent un travail important dans les domaines sur lesquels portera la Conférence et/ou les relations avec la Caraïbe.

Les organisateurs de cet événement souhaitent qu'il fasse partie du programme de travail habituel de l'AEC, pour que l'on organise sur une base annuelle des rencontres de ce type où les gouvernements, les experts scientifiques et les institutions financières promouvraient les alliances nécessaires pour contribuer à l'amélioration des capacités scientifiques, technologique, culturelles et économiques de la Caraïbe en fonction du développement durable de la région.





Paroles de Bienvenue De la Secrétaire Générale Dr. June Soomer

C'est avec plaisir que je vous souhaite tous la bienvenue à cette Conférence Inaugurale de Coopération de l'Association des États de la Caraïbe. Au cours de ses 23 années d'existence, l'AEC a eu la chance de siéger à la table sur le plan bilatéral et multilatéral, avec un grand nombre d'entre vous pour planifier et concrétiser des projets de développement. La coopération est l'une des raisons d'être de la création de l'AEC.

La première Conférence de Coopération de l'AEC deviendra l'espace pour renforcer les anciennes alliances et commencer la construction de nouveaux réseaux.

Lors de sa création, l'AEC se fonde sur le noyau qui est la Mer des Caraïbes. Nous devons remettre la Mer des Caraïbes au cœur de l'AEC. Notre dépendance de cette ressource n'est pas seulement importante pour nous de manière collective à l'échelle macro-régionale, mais pour chaque État membre et pour les millions de populations côtières qui créent des moyens d'existence à partir de ce paysage marin.

Les possibilités de coopération régionale centrée sur la Mer des Caraïbes sont d'autant plus importantes lorsque les impacts et les risques du changement climatique sont pris en compte. Le changement climatique affecte directement le tourisme, la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, le transport, le commerce et l'environnement. Nous sommes convaincus

que la coopération axée sur les résultats pour la protéger permettra non seulement d'assurer l'intégrité physique et culturelle de notre Mer des Caraïbes, mais également notre Civilisation de la Caraïbe.

Ce magnifique dossier de projets donne un aperçu de projets de l'AEC dans chacun de ces domaines, et nous espérons que, dans les prochaines semaines, une fois encore nous pourrions être en mesure de se réunir pour discuter plus en détail de la meilleure façon de faire avancer ces projets à partir de la planification jusqu'à la mise en œuvre, en laissant bien entendu l'espace pour améliorer et renforcer les concepts de projet afin de bien atteindre les objectifs identifiés dedans. Vous y trouverez des informations sur l'accroissement de la compétitivité des destinations touristiques de la Grande Caraïbe à travers la mise en œuvre de la Certification du Tourisme Durable; sur le Renforcement des Capacités Commerciales et l'Amélioration des Connaissances pour les États membres et Membres associés de l'AEC, ainsi qu'un certain nombre d'autres projets passionnants et pertinents.

Fait intéressant également, qu'à l'avenir nous avons insisté pour que tous les projets comportent un volet d'intégration des jeunes, de création d'emplois, un élément de communication et une dimension de renforcement institutionnel afin de

produire des résultats qui durent, qui sont durables. Nous devons avoir un impact sur nos citoyens.

Notre AEC - ce rassemblement des groupes disparates d'états-nations et des ressources d'alimentation divergentes a survécu aux 23 ans car les plus grands et les plus petits membres de notre famille ont joué des rôles importants au sein de notre Association. Nous avons survécu parce que nos partenaires ont écouté attentivement et ont répondu en nature à la dynamique interne de l'AEC - avec l'entraide et l'appui de principe.

Le financement, la conception du projet, les partenariats créatifs pour le développement font partie intégrante de la nouvelle ère de coopération dans laquelle tous les pays et les régions se trouvent en ce moment. Cette conférence inaugurale est l'espace pour nous d'explorer les options de collaboration créative, ensemble.

Venez, et nous allons discuter ensemble comme c'est notre habitude. Venez, et nous allons concrétiser nos aspirations.




Ordre Du Jour Annoté

9:00-9:30	Cérémonie d'Ouverture <ul style="list-style-type: none"> Présentation par la Vice-Ministre du ministère du commerce extérieur et des fonds d'investissement de Cuba (MINCEX), Mme Ileana Núñez Mordoche. Présentation par la Secrétaire-Générale de l'AEC, S.E. Mme June Soomer.
9:30-9:40	Présentation du Programme de l'AEC sur « La lutte contre les effets du changement climatique » <ul style="list-style-type: none"> Présentation par le Vice-Ministre du ministère pour la science, la technologie et l'environnement de Cuba (CITMA), M. José Fidel Santana Núñez.
9:40-9:50	Présentation du projet intitulé "Impact du changement climatiques sur les côtes sableuses de la Caraïbe : Solutions de contrôle proposées" <ul style="list-style-type: none"> Conférencier: M. José Luis Juanes, Institut d'Océanographie.
9:50-10:00	Présentation du Projet " Atténuation des effets du changement climatique sur les récifs coralliens de la Caraïbe: élevage et propagation de coraux scléractiniaires et d'oursins-diadèmes pour la restauration récifale' <ul style="list-style-type: none"> Conférencier: Ms C. Hansel Caballero, Aquarium national
10:00-10:10	Présentation du Projet "Renforcer les capacités de gestion de l'afflux d'algues sargasses". <ul style="list-style-type: none"> Conférencier: Institut des sciences marines de l'Agence de l'environnement.
10:10-10:20	Présentation du Projet "Renforcer les capacités de gestion de l'afflux d'espèces exotiques envahissantes". <ul style="list-style-type: none"> Conférencier: Centre National pour les aires protégées.
10:20-10:50	 Séance Interactive de questions et réponses sur les projets du « Programme pour remédier aux impacts du changement climatique dans la Caraïbe ».
10:50-11:10	 PAUSE-CAFE
11:10-11:20	Présentation du Projet de transport de l'AEC: "Unir la Caraïbe par voies aérienne et maritime" <ul style="list-style-type: none"> Conférencier: Pedro Suárez (MITRANS) et Arturo López Portillo, Directeur responsable du transport au Secrétariat de l'AEC.

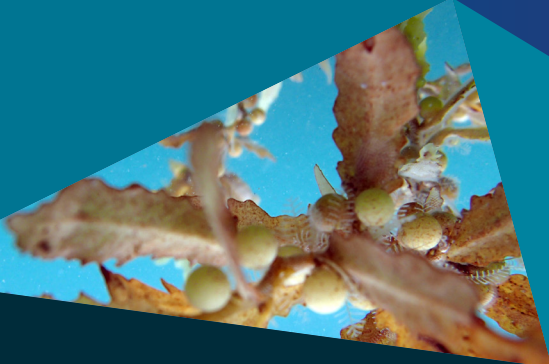
CONFERENCE INAUGURAL DE COOPERATION DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

Hotel Habana Libre- Salón de Embajadores
8 Mars 2017

11:20-11:30	Présentation du projet de “Carte des routes maritimes de la Grande Caraïbe. <ul style="list-style-type: none">• Conférencier: Pedro Suárez (MITRANS), Commission centraméricaine pour le transport maritime (COCATRAM), et Autorité maritime du Panama (AMP).
11:30-11:40	Présentation du Projet d’ “Etude sur les stratégies portuaires et maritimes de la Grande Caraïbe” <ul style="list-style-type: none">• Conférencier: Pedro Suárez (MITRANS)
11:40-11:50	Présentation du Projet de “Transport maritime à courte distance”. <ul style="list-style-type: none">• Conférencier: Agence mexicaine de coopération internationale pour le Développement (AMEXCID).
11:50-12:20	 <i>Session Interactive de questions et réponses sur les projets du Programme de transport..</i>
12:20-12:30	Cérémonie de clôture. <ul style="list-style-type: none">• Discours de clôture de la Vice-Ministre du ministère du commerce extérieur et des fonds d'investissement de Cuba, Mme Ileana Núñez Mordocho;• Discours de de clôture de la Secrétaire générale de l'AEC, S.E. Mme June Soomer



Nos Projets



Impact du changement climatique sur les côtes sableuses de la Caraïbe. Alternatives de contrôle.

Resumé Du Projet

Les plages constituent la principale ressource naturelle pour le développement du tourisme dans les pays de la Grande Caraïbe. Dans le cas particulier des petits Etats insulaires en développement, le tourisme représente 25 % du PIB en moyenne et, de toutes les branches de l'économie, c'est celle qui a le rythme de croissance le plus élevé. Cependant, alors que le tourisme connaît un développement accéléré, sur les côtes et plages de la Caraïbe se produisent de plus en plus fréquemment des processus d'érosion qui causent de sérieux dégâts dans les communautés côtières et les installations hôtelières, provoquant la détérioration de l'environnement du littoral et de graves dommages à l'économie.

Le rapport intitulé « Diagnostic sur les processus d'érosion sur les plages sableuses de la Caraïbe » (PNUE-PGA, 2003), montre le caractère généralisé de ce phénomène dans la Grande Caraïbe ; parmi les causes identifiées, il cite les répercussions du changement climatique, tout en reconnaissant la nécessité de concevoir et mettre en place un système de surveillance du processus d'érosion dans la région qui permette de mesurer avec plus de précision la portée de l'impact du changement climatique.

Ce rapport insiste aussi sur le fait que l'identification des causes de l'érosion sur les côtes de la Caraïbe est plus difficile quand elle est la conséquence

directe d'actions irréfléchies de l'homme telles que l'extraction d'agrégats pour l'industrie, la construction de route et d'hôtels sur les dunes, l'endiguement et le détournement des rivières, l'installation de marinas et de ports qui modifient la dynamique du littoral.

Compte tenu des différents facteurs qui influent sur l'érosion d'une plage, les actions en vue de les contrôler requièrent non seulement des recherches scientifiques mais aussi l'application de lois et règlements garantissant la gestion adéquate des zones côtières, ainsi que des techniques d'ingénierie appropriées pour leur réhabilitation et leur protection.

Il convient de souligner qu'au Premier Colloque de Commission de la mer des Caraïbes: "Défis, dialogues et coopération pour la durabilité de la mer des Caraïbes" organisé par l'AEC, qui a eu lieu les 23 et 24 novembre 2015 à Port d'Espagne, la question de l'érosion côtière a été reconnue comme exigeant une attention prioritaire dans le cadre des efforts régionaux pour parvenir à développer un tourisme durable et compétitif, en particulier dans les Etats insulaires.

Avec le présent projet on se propose de contribuer à l'utilisation durable des plages de la Caraïbe, en s'attachant à approfondir la connaissance des causes de l'érosion et l'application de mesures d'adaptation plus appropriées pour éviter ou minimiser l'effet négatif des actions d'origine anthropique et affronter les impacts du changement climatique. Dans le cadre de ce projet, on envisage aussi l'élaboration de projets à exécuter pour la réhabilitation des plages dans les zones côtières présentant le plus grand intérêt économique et social dans les Etats insulaires les plus menacés par ce phénomène.

Atténuation des effets du changement climatique sur les récifs coralliens de la Caraïbe: culture et propagation de coraux durs et d'oursins noirs pour la réhabilitation des récifs.

Resumé Du Projet

On s'attend à ce que le réchauffement persistant de l'océan se traduise par des phénomènes de plus en plus fréquents de blanchissement des coraux, par des maladies, l'acidification de la mer et l'augmentation des ouragans et des tempêtes d'intensité accrue, tout cela engendrant une mortalité associée aux écosystèmes de récifs coralliens. Les impacts du changement climatique peuvent être particulièrement nocifs pour les coraux de la Caraïbe qui sont déjà soumis à une pression considérable due aux impacts d'origine anthropogénique comme la surpêche, la pollution et le ruissellement résultant des aménagements côtiers.

Parmi les alternatives actuelles de la communauté scientifique pour contrer cette situation défavorable

figure celle de la réhabilitation des récifs grâce à des fragments de colonies de corail que l'on multiplie dans des «fermes» ou «garderies» et qui sont ensuite «semés» sur les sites dégradés, et la mise en œuvre de cette activité dans les sites des Caraïbes est le principal objectif de ce projet. La réhabilitation n'est autre qu'un ensemble d'actions humaines pour manipuler des habitats de récifs coralliens en tirant efficacement parti de la capacité de reproduction asexuée des coraux. Les coraux produisent une grande quantité d'œufs ou de larves qui pour la plupart ne survivent pas dans la nature, mais peuvent cependant être recueillis et cultivés de manière artificielle, ce qui abaisse considérablement les pourcentages de mortalité, et ils peuvent ensuite être semés sur les sites dégradés. Pour cela il faut installer dans les laboratoires et aquariums des pays caribéens l'infrastructure nécessaire, qui une fois en place, permettra un processus de multiplication des colonies de coraux. L'idée de ce projet est de parvenir à un processus régional et intégré en favorisant les actions d'atténuation du changement climatique dans la région et restaurant de manière conjointe les récifs coralliens de la Caraïbe, qui présentent de forts liens mutuels d'interconnexion, ce qui fait que si certaines zones coralliennes en bénéficient, toute la zone caribéenne en général s'en trouvera favorisée.



Contribution au contrôle des Sargasses sur les côtes de la mer des Caraïbes grâce à l'étude de leurs potentialités.

Resumé Du Projet

Ces dernières années on observe l'afflux massif d'espèces pélagiques du genre *Sargassum* sur les côtes de différentes îles de la Caraïbe. Ce phénomène a entraîné les conséquences suivantes: places recouvertes (ce qui a des répercussions sur le développement du tourisme), putréfaction de la biomasse de *Sargassum* (qui entraîne la production d'acide sulfhydrique), changement de coloration des zones côtières au détriment des activités halieutiques, entre autres effets. Cela a attiré l'attention de spécialistes des domaines scientifique et technologique sur la mer des Caraïbes, tous se posant les mêmes questions : est-il possible d'arrêter l'impact négatif des afflux de Sargasses dans les îles de la Caraïbe?

Par ailleurs, compte tenu du fait que la biodiversité des espèces d'algues marines, ainsi que leur diversité du point de vue chimique, font d'elles une ressource pratiquement illimitée qui peut être utilisée au profit de l'homme, l'impact négatif des invasions, qui constitue un problème que la région doit résoudre, pourrait se convertir en avantage à partir de la recherche de solutions ayant un impact socio-économique et de l'utilisation et de la gestion durables de cette ressource naturelle.

La présente proposition de projet, qui comporte quatre composantes à développer sur une période de trois ans, se propose donc d'évaluer les potentialités bioactives des espèces de *Sargassum* qui affluent sur les côtes de la Caraïbe, en vue d'améliorer le bien-être de la région et de contribuer à étendre la portée des résultats de cette étude de cas aux autres îles de la Caraïbe touchées par ces invasions et à développer l'éducation environnementale des communautés locales des zones affectées, sur la base de la conservation et de la gestion durable des ressources marines.

Evaluation des effets du changement climatique sur la diversité biologique, les écosystèmes naturels et la dispersion d'espèces exotiques envahissantes dans des zones sélectionnées.

Resumé Du Projet

On reconnaît, au niveau mondial, que le changement climatique aura des effets irréversibles sur la biodiversité, qui est menacée sur plusieurs fronts : destruction de l'habitat, pollution, surexploitation des espèces, gestion inadéquate des écosystèmes, l'accent étant mis sur l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. A l'heure actuelle, le changement climatique représente pour les écosystèmes une menace additionnelle qui pourrait être aussi néfaste que toutes les autres réunies.

La collecte d'informations en fonction des conditions environnementales, écologiques et climatiques des sites sélectionnés, sur la base de critères spécifiques, pourrait permettre d'élaborer un diagnostic général pour chaque site. Cette information constituerait la ligne de base pour établir un réseau de surveillance dans les pays de la Caraïbe afin d'évaluer les effets possibles du changement climatique, ce qui permettrait d'élaborer des mesures pour la protection et la réhabilitation des écosystèmes grâce à l'utilisation appropriée de leurs ressources naturelles pour les utiliser de manière durable.

Pour mettre en œuvre le projet, il est d'une importance vitale de développer les capacités des acteurs clés pour l'évaluation, le contrôle, l'atténuation et l'adaptation face aux impacts du changement climatique et pour pouvoir contribuer à la formation environnementale des habitants des communautés, afin d'accroître leur perception des risques liés à ces questions et leur interaction avec la biodiversité locale dans toute la région de la Caraïbe.

Direction du transport



La Direction du transport de l'Association des Etats de la Caraïbe est chargée de faciliter la coopération entre les Membres en ce qui concerne les questions de transport et de qualité des liaisons dans la Grande Caraïbe. La Direction est guidée par son Programme de travail, l'accent étant mis sur "Unir la Caraïbe par voies aérienne et maritime". Ces projets représentent des contributions significatives à ce programme de travail.

Pour plus d'informations sur le travail de cette Direction, veuillez contacter le Directeur responsable du transport/de la réduction des risques de catastrophes, M. Arturo López-Portillo Contreras, à l'adresse suivante: alopez@acs-aec.org ou par tel: 1-868-622-9575 poste 243.



Carte des routes maritimes de la Grande Caraïbe

Date de début

2011- Date actuelle

Durée

En cours

Objectif général

Gérer une carte clairement définie et actualisée des routes maritimes essentielles qui existent dans la Grande Caraïbe, qui permettrait aux exportateurs, importateurs, vendeurs ou acheteurs de savoir quand, comment, avec qui et sous quelles conditions peut être effectué le transport de marchandises.

Objectif spécifique

- Accroître le commerce et le transport maritime intra-régional et faciliter les connexions extérieures.
- Déterminer si les conditions de transport des différentes compagnies existantes satisfont nos attentes vis-à-vis du transport maritime.

Justification du projet

Le projet évaluera la réalité des services maritimes dans la région de la Caraïbe et offrira l'occasion d'identifier la nécessité de créer de nouvelles routes avec d'autres conditions de transport, qui répondront aux attentes économiques et aux possibilités des Etats membres de l'AEC.

Objectifs de développement durable

#8, #9, #17

Plans d'actions nationaux et régionaux

Plan Stratégique de la CARICOM 2015-2019

Plans d'actions de l'AEC

Plan d'Action de La Havane

3.1 Cartes des routes maritimes de la Caraïbe

Composantes

Résultats attendus :

- Le maintien d'une base fiable de données qui montre les services maritimes qui existent, leur fréquence et où l'on peut trouver les différents agents des compagnies maritimes
- Accès amélioré aux informations sur les services maritimes dans la région
- Disponibilité d'outils améliorés pour les expéditeurs et agences portuaires

Composante 6

- Le projet entre maintenant dans la sixième
 - Le projet entre maintenant dans la sixième composante qui comprend :
- La mise au point de logiciels
- L'élaboration d'une base de données
- La collecte d'informations pour le transport des liquides et des grains (TRAMP) dans la Caraïbe

Coût estimatif : Composante 6 : 150.000 USD

Une composante de communications additionnelle

Coût estimatif : 50.000 USD



Le Stratégie maritime et portuaire pour la Grande Caraïbe

Date de début

2017

Durée

36 mois

Objectif général

Il est nécessaire de soutenir la modernisation, la normalisation et la rationalisation des politiques pertinentes en matière de transport maritime et d'infrastructures pour améliorer le commerce en définissant l'action stratégique qui guidera le développement maritime et portuaire dans la Grande Caraïbe.

Objectif spécifique

- Proposer des mesures orientées vers l'élimination des barrières et obstacles à la chaîne de distribution et faciliter le développement de chaînes logistiques allant du point d'origine à la destination finale.
- Encourager l'institutionnalisation de l'exercice et la coordination de plans et stratégies de développement dans le secteur maritime, par l'entremise des institutions régionales compétentes, comme l'AEC, la CARICOM et la COCATRAM.

Justification du projet

Les problèmes de transport maritime et d'infrastructures portuaires, qui ont un effet direct sur le commerce international dans la région requièrent une modification des politiques et des infrastructures qui existent actuellement dans ce secteur.

Objectifs de développement durable

#8, #9, #17

Plans d'actions nationaux et régionaux

Plan Stratégique de la CARICOM 2015-2019

Plans d'actions de l'AEC

Plan d'Action de Pétion Ville 3.3

Plan d'action de La Havane 3.2

Composantes

- Formulation du diagnostic régional**
Coût estimatif- \$170.000
- Validation du diagnostic régional**
Coût estimatif- \$150.000
- Proposition de stratégies nationales et régionales**
Coût estimatif- \$150.000
- Validation de la stratégie**
Coût estimatif- \$42.000
- Présentation finale de la stratégie**
Coût estimatif- \$210.000

Coût total- USD \$722.000



Cours de haut niveau de gestion des ports

Date de début

2017

Durée

24 mois

Objectif général

Renforcer les compétences des responsables de l'administration portuaire dans des domaines thématiques clés qui sont pertinents pour la région, liés à la sécurité, au droit maritime, aux tendances maritimes et à la planification.

Objectif spécifique

- Accroître les compétences dans les opérations portuaires, l'efficacité logistique et le développement du commerce
- Améliorer la connaissance et la compréhension des meilleures pratiques du transport maritime
- Accroître la conformité aux normes mondiales en matière d'environnement et de sécurité maritime

Justification du projet

La formation dans des domaines touchant à sécurité maritime et portuaire qui sont jugés cruciaux pour améliorer le développement portuaire régional et maintenir la compétitivité dans la région de la Grande Caraïbe.

Objectifs de développement durable

#8, #9, #17

Plans d'actions nationaux et régionaux

Plan Stratégique de la CARICOM 2015-2019

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dispose d'une unité spécialement chargée de l'analyse du transport durable.

Plans d'actions de l'AEC

Plan d'Action de la Havane

3.2.1

Composantes

Accueillir quatre modules sous forme d'atelier sur une période de deux ans au Secrétariat de l'AEC à Port d'Espagne.

Délivrer un certificat aux participants qui réussissent le programme de formation.

Coût estimatif : 200.000 (sur une période de deux ans)

Besoins d'ordre non financier

Achat de logiciels, recrutement d'experts

Direction du commerce



La direction sur le développement du commerce et des Relations économiques extérieures encourage la coopération et l'intégration en unissant les efforts des Etats Membres et membres Associés de l'AEC pour construire et consolider un espace économique élargi pour le commerce et les investissements dans la Grande Caraïbe.

Pour plus d'informations sur le travail de cette Direction, veuillez contacter le Directeur responsable du commerce et des relations économiques extérieures, M. Alberto Duran Espaillat à cette adresse : adruan@acs-aec.org ou par tel: 1-868-622-5731 poste. 225.



Renforcement des Capacités Hydrographiques en Mésoamérique et dans la Caraïbe (FOCAHIMECA) - (PHASE C)

NOTE:

Ce projet est actuellement en cours. Il s'agit de la seconde phase du Projet de Transport Maritime à Courte Distance (en espagnol TMCD)

Deux composants, une base de données commerciales et de phases A et B du FOCAHIMECA, ont déjà été achevés. On cherche du financement d'une valeur de 2.000.000,00 USD pour compléter la Phase C et mettre fin au Projet.

(PHASE C)

Date de début

Janvier 2016

Durée

24 mois (en cours)

Objectif global

Renforcer les capacités hydrographiques des États de Méso-Amérique et de la Caraïbe (la topographie et la cartographie nautiques) par le biais de la normalisation de la cartographie marine qui permettra d'améliorer l'élaboration du domaine économique et maritime et de garantir la sécurité de la navigation maritime.

Objectif spécifique

- Créer et/ou stimuler les capacités hydrographiques dans les pays et territoires d'Amérique centrale et les Caraïbes.
- assurer la sécurité des navires marchands et du tourisme entre les ports.
- créer et/ou améliorer l'efficacité des voies de navigation et des infrastructures portuaires

Justification du projet

Hydrographie donne à l'économie bleue la subsistance, qui visent des activités comme: l'énergie, le transport maritime, les télécommunications, le tourisme, la pêche, la météorologie, entre autres. Des avantages de l'amélioration des capacités hydrographiques sont : les routes les plus courtes, une diminution des coûts, une plus grande efficacité et une réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

les ODD reliés entre eux

ODD#4, ODD#8, ODD#9, ODD#16, ODD#17

Lien avec le Plan d'action de l'AEC /article de déclaration

Déclaration de la Havane aux Paragraphes 14, 31 & 34
Déclaration de Pétion-Ville aux Paragraphes 32-3

Composantes

Phase C - Obtention d'informations hydrographiques
USD \$2.000.000,00



Transit international de marchandises (TIM) dans la Grande Caraïbe

NOTE:

C'est un projet en cours. La composante 1 a été achevée et la composante 2 est actuellement en cours. On recherche un financement pour les composantes 3-4.

Date de démarrage

2015

Durée

En cours

Objectif général

Examiner, identifier et mettre en œuvre des mécanismes communs pour la simplification et l'harmonisation des structures et des procédures douanières, afin d'éliminer ou de réduire les obstacles et les défis, afin de faciliter le commerce dans la région de la Caraïbe.

Objectif spécifique

- Promouvoir le processus d'interconnexion entre les systèmes douaniers des États membres de l'AEC, grâce aux capacités techniques du TIM, pour améliorer de cette manière les efforts de facilitation douanière.
- Favoriser l'intégration de la Grande Caraïbe, en augmentant la normalisation et la reconnaissance mutuelle des systèmes douaniers entre les États membres.

Justification

Afin d'accroître les échanges commerciaux et la facilitation du commerce global, il est nécessaire de prendre des mesures visant à intégrer les systèmes d'informations des États membres, à développer la coopération et l'échange d'informations et à renforcer les systèmes de contrôle et de facilitation du commerce dans la région.

les ODD reliés entre eux

SDG#9 Industrie, innovation et infrastructure

SDG#17 Partenariats pour la réalisation des objectifs

Liens avec le Plan d'action de l'AEC /articles des Déclarations

Déclaration de la Havane aux Paragraphes 14, 31 & 34

Déclaration de Merida aux Paragraphes 12 (f), 14(d)

Déclaration de Pétion-Ville aux Paragraphes 32-36

Composantes

Composante 3:

Etablissement de l'Accord sur le transit international de marchandises entre les États membres pour la facilitation commerciale et douanière dans la Caraïbe.

Composante 4:

Mise en œuvre du Document unique de transport par le biais de la plate-forme d'information du TIM.

Coût Total: USD \$ 2.000.000,00



Carte de Voyages d’Affaires de l’AEC (Projet pilote avec 3 pays (a Colombie, la République dominicaine et Haïti) qui ont manifesté par écrit le désir de participer à cette initiative.

Date de démarrage

En cours

Durée

12 mois

Objectif global

Mettre en œuvre un programme de Carte de voyage d’affaires dans la Grande Caraïbe pour faciliter le commerce interrégional.

Objectif spécifique

- Créer l’environnement commercial propice orienté vers l’ouverture et la facilitation du commerce et encourageant et promouvant la création d’emplois grâce à l’identification et au développement de nouveaux domaines/secteurs d’intérêt.

Justification

La facilitation du commerce engage tout le processus de la chaîne commerciale, y compris toutes les activités de chaque étape. Il devient nécessaire de traiter cette question si l’on veut concrétiser le mandat de consolidation d’un espace économique élargi pour le commerce et les investissements.

les ODD reliés entre eux

ODD#5, #8, #9, #17

Lien avec le Plan d’action de l’AEC /articles des déclarations

Déclaration de la Havane aux Paragraphes 14, 31 & 34

Déclaration de Pétion-Ville aux Paragraphes 32-36

Composantes

Étape 1: Processus de consultation

(Évaluation des politiques de visa/d’admission et de la plate-forme de sécurité des voyages)

Étape 2: Conception du modèle

(Concevoir en commun un modèle de carte d’affaires, les processus opérationnels et leur validation par les pays du plan pilote et le monde des affaires)

Étape 3: Mise en place d’infrastructures

Élaborer un ensemble de recommandations sur la mise au point de la plate-forme et le renforcement des capacités nécessaires pour sa mise en œuvre

Coût Total: USD \$500,000.00

La Direction du Tourisme Durable




La Direction du Tourisme Durable mobilise la capacité collective de la Grande Caraïbe pour développer le tourisme durable afin d'améliorer la qualité de vie des générations actuelles et futures.

Le tourisme constitue la principale activité économique de la plupart des pays de la Grande Caraïbe et représente un facteur important dans les recettes en devises et le développement social. D'où l'importance de sa durabilité en tant que base pour la protection culturelle et environnementale et l'amélioration de la répartition des bénéfices découlant de son développement sont cruciaux.

Parvenir à l'établissement de la Zone de Tourisme Durable de la Caraïbe (ZTDC) en tant que riche et diversifiée sur les plans géographique, culturel, socio-économique et

biologique ; et dans laquelle le développement du tourisme est basé sur les principes de durabilité, l'intégration, la coopération et le consensus.

Pour plus d'informations sur le travail de cette Direction, veuillez contacter le Directeur responsable du transport/de la réduction des risques de catastrophes, M. Julio Eduardo Orozco Pérez, à l'adresse suivante: jorozco@acs-aec.org ou par tel: 1-868-622-9575 poste 240.



Développement du système de gestion pour la formation technique et professionnelle (TVET, pour son sigle en anglais) dans le secteur du tourisme de la Grande Caraïbe

Durée

2 ans

Objectif général

Définir, développer et mettre en œuvre ultérieurement le système de gestion de TVET (basé sur le Cadre régional TVET) pour le secteur du tourisme de la Grande Caraïbe.

Objectif spécifique

1. Soutenir l'homogénéisation du secteur du tourisme conformément au Cadre régional TVET pour les domaines prioritaires définis dans le diagnostic régional : le service client, l'apprentissage des langues étrangères, la durabilité et la technologie relative au tourisme.
2. Mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités afin de rehausser les compétences de travail et la productivité des acteurs du secteur touristique par le biais des formations de certification.

Justification

La mise en œuvre du Cadre régional TVET au moyen du système de gestion permettra aux Etats membres et Membres associés de l'AEC d'appliquer un outil qui offre une solution conjointe aux besoins éducatifs du secteur touristique de la Grande Caraïbe, en rehaussant et suivant l'efficacité de TVET.

Objectifs de développement durable (ODG)

#4, #8, #9, #17.

Plan d'Action de l'AEC 2016-2018/ Déclarations

1.2 Déclaration de La Havane, VIIème Sommet de l'AEC, (paragraphe 31, 33, 34), Déclaration de Mérida, VIème Sommet de l'AEC (paragraphe 4, 15, 16), Déclaration de Pétion-Ville, Vème Sommet de l'AEC (paragraphe 2, 31)

Composantes

Composante 1. Développement du système de gestion de TVET pour le secteur du tourisme dans la Grande Caraïbe Coût: USD 418,000.00

Composante 2. Mise en œuvre du système de gestion de TVET pour le secteur du tourisme dans la Grande Caraïbe Coût: USD 170,000.00.

Composante 3. Projets pilotes et évaluation des résultats Coût: USD 280,000.00

Frais imprévus et commission de gestion de l'AEC commission (10% du coût direct) USD 86,800.00

Coût total: USD 954,800.00



Renforcement des Artisans ayant de Petites et Moyennes Entreprises (PMEs) dans le secteur du tourisme

Durée

2 ans

Objectif général

Sensibiliser le public sur le potentiel des produits artisanaux et fournir des informations, outils et stratégies pour accroître la compétitivité et tirer le meilleur profit possible des possibilités entrepreneuriales générées par le tourisme pour les artisans de la région.

Objectif spécifique

1. Souligner l'importance du tourisme en tant que moteur de l'accroissement du commerce et du développement socioéconomique des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables ;
2. Transférer les connaissances et les ressources par les ateliers de travail afin d'augmenter la compétitivité et de contribuer à la promotion, l'adoption et la mise en œuvre des stratégies pour le renforcement des compétences entrepreneuriales des PME et des artisans travaillant dans l'industrie du tourisme.

Justification

Le projet permettra d'augmenter la compétitivité du secteur de l'artisanat de la Grande Caraïbe, promouvant le respect pour le patrimoine culturel dans les pays de l'AEC, l'utilisation des matières premières et l'innovation sur la base de l'information sur les modes de consommation.

Plan d'action de l'AEC 2016-2018/ Déclarations

1.3 Tourisme communautaire / Déclaration de La Havane, VIIème Sommet de l'AEC, (paragraphe 31, 33, 34), Déclaration de Mérida, VIème Sommet de l'AEC (paragraphe 4, 15, 16), Déclaration de Pétion-Ville, Vème Sommet de l'AEC (paragraphe 2, 31)

Objectifs de développement durable (ODG)

#4 Education de qualité, #8 Travail décent et croissance économique, #17 Partenariats pour la réalisation des objectifs.

Composantes

Composante 1. Renforcement du Réseau régional d'Artisans de la Grande Caraïbe. Coût: USD 500,000.00

Composante 2. Développement du Programme et des Matériels de formation. Coût: USD 95,000.00.

Composante 3. Lancement de la Formation de Formateurs et du Programme de Mentorat. Coût: USD 150,000.00

Composante 4. Réalisation d'Exercices de Renforcement des Compétences nationales. Coût: USD 200,000.00

Frais imprévus et commission de gestion de l'AEC commission (10% du coût direct) USD 94,500.00

Coût total: USD 1,039,500.00



Accroître la compétitivité des destinations touristiques de la Grande Caraïbe, moyennant l'application de la Certification de tourisme durable (ZTDC)

Durée

3 ans

Objectif général

Promouvoir la compétitivité des destinations touristiques de la Grande Caraïbe, moyennant la création d'un Programme de certification sur la base des indicateurs et des critères établis pour la ZTDC.

Objectif spécifique

1. Mettre en œuvre un programme de certification, conformément aux critères de durabilité et indicateurs mesurables à travers les domaines naturels, culturels, sociaux, économiques et éthiques;
2. Améliorer la compétitivité des destinations touristiques des pays de la Grande Caraïbe dans le but d'augmenter les revenus des communautés bénéficiaires.

Justification

Le projet permettra aux Pays de l'AEC ayant des destinations proposées pour la ZTDC qui ont satisfait les critères de durabilité d'accroître leurs avantages compétitifs, d'accéder aux différents marchés de niche et d'augmenter considérablement les recettes générées par le tourisme : un secteur qui est de plus en plus sophistiqué et qui prend en compte la nécessité de préserver le patrimoine naturel et culturel pour les générations futures.

Objectifs de développement durable (ODG)

#6, #8, #11, #12, #13, #14, #15

Plan d'Action de l'AEC 2016-2018/ Déclarations

1.1 Mise en place et consolidation de la Zone de tourisme durable de la région des Caraïbes (ZTDC) / Déclaration de La Havane, VIIème Sommet de l'AEC, (paragraphe 31, 33, 34), Déclaration de Mérida, VIème Sommet de l'AEC (paragraphe 4, 15, 16), Déclaration de Péition-Ville Vème Sommet de l'AEC (paragraphe 2, 31).

Composantes

Composante 1. Processus de préparation initiale

Coût: USD 1,654,000.00

Composante 2. Mise en œuvre du processus de certification Phase I

Coût: USD 700,000.00.

Composante 3. Mise en œuvre du processus de certification Phase II

Coût: USD 800,000.00

Frais imprévus et commission de gestion de l'AEC
(10% du coût direct)

USD 315,400.00


Coût total: USD 3,469,400.00

La Direction de la Réduction des Risques de Catastrophes



La Direction de la réduction des risques de catastrophes a pour fonction d'encourager la coopération entre les organisations responsables de la planification et de l'assistance en cas de catastrophe dans la région. Cela permet le partage des connaissances en matière de prévention, d'éducation et de planification face aux effets des catastrophes et, en fin de compte, la prévention et l'atténuation des risques.

Pour plus d'informations sur le travail de la Direction, veuillez contacter le Directeur responsable de la réduction des risques de catastrophes, M. Arturo López-Portillo Contreras à l'adresse suivante : alopez@acs-aec.org ou par tel: 1-868-622-5731 poste 243.



Plateforme de l'information territoriale de la Caraïbe pour la prévention des catastrophes (PITCA)

Date de début

2017

Durée

39 mois

Objectif général

Mettre en place une plateforme fournissant des informations géospatiales territoriales, provenant de sources nationales et régionales, pour réduire la vulnérabilité de la région face aux catastrophes.

Objectif spécifique

- Echanger les expériences et les meilleures pratiques pour la production, l'intégration, et la publication des informations géospatiales sur les risques.
- Aider les États à acquérir l'infrastructure technique de base pour la mise au point et l'exploitation de la plateforme.
- Consolider les systèmes d'information nationaux constitutifs d'une plateforme régionale sur les menaces, les vulnérabilités et l'analyse des risques.

Justification

La Grande Caraïbe est une des régions les plus vulnérables et exposées aux catastrophes naturelles à cause de son caractère insulaire et de la vulnérabilité économique et sociale de la majorité des pays qui la composent. Par conséquent, il est important de créer des espaces de dialogue et d'échange d'expériences afin d'identifier les possibilités d'actions en vue de réduire l'impact de divers phénomènes naturels et d'origine anthropique.

Objectifs de développement durable.

1, 8, 9, 11, 13, 17

Plans d'actions nationaux et régionaux

La CDEMA a produit un programme régional et un plan d'action pour l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, en s'efforçant d'intégrer l'élément climatique dans la gestion des risques de catastrophe pour la région de la Caraïbe.

Plans d'actions de l'AEC

Plan d'Action de Pétion Ville 4, 23, 27

Plan d'Action de la Havane 4.3

Déclaration de la Havane 29

Composantes

Composante 1: Diagnostic - Analyse des lacunes dans le processus de gestion de l'information. **185.000**

Composante 2: Etablir des normes et adopter des procédures et méthodes communes. **225.600**

Composante 3: Concevoir un système d'information pour la collecte, le traitement et l'échange d'informations entre les pays. **838.500**

Composante 4: Mettre au point une plateforme basée sur les systèmes d'information pour la gestion du territoire avec une vision de réduction des risques. **375.900**

Coût total estimé : 1.625.000 USD



La réponse verte aux catastrophes

Date de début

2012

Objectif général

Réduire l'empreinte carbone des activités liées aux interventions en cas de catastrophes grâce à la mise au point de normes environnementales, de procédures, de produits et de technologies.

Objectif spécifique

- Déterminer la disponibilité, l'efficacité et le rendement des produits verts et des processus pouvant être utilisés dans la Caraïbe au cours des interventions d'urgence et de la reprise d'activité après des catastrophes
- Influencer la politique pour faciliter la production de produits verts et de technologies pour l'intervention en cas de catastrophes
- Reproduire le modèle développé à partir de cette proposition en Amérique centrale, en Amérique du Sud et dans les autres régions du monde.

Justification

Lors d'une intervention en cas de catastrophe, dans la plupart des cas, la mobilisation se produit très vite et se centre sur les besoins immédiats sans tenir compte de l'efficacité écologique ; ce projet cherche à minimiser les vulnérabilités futures grâce à l'écologisation de la chaîne logistique d'approvisionnement en cas de catastrophe, de la logistique aux produits.

Objectifs de développement durable

8, 9, 11, 13, 17

Plans d'actions nationaux et régionaux

La CDEMA a produit un programme régional et un plan d'action pour l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe, s'efforçant d'intégrer l'élément climatique dans la gestion des risques de catastrophe dans la région de la Caraïbe.

Plans d'actions de l'AEC

Plan d'Action de Pétion Ville 4.2
Déclaration de Pétion Ville 25
Plan d'Action de la Havane 4.5
Déclaration de la Havane 20

Composantes

Composante 1: Etude de faisabilité - Etat : terminé

Composante 2: Identifier/développer/se procurer des prototypes d'intervention écologiques provenant de la région de la Caraïbe.

Coût estimatif: \$150.000

Composante 3: Tester les prototypes pilotes d'intervention écologique.

Coût estimatif: \$100.000

Composante 4: Amplification de la réponse de la région aux catastrophes.

Coût estimatif: \$100.000

Notes

Notes



Association Des Etats De La Caraibe

5-7 Sweet Briar Road, St. Clair,
P.O Box 660,
Port of Spain.
Republic of Trinidad and Tobago.

Tel: 868-622-9575 ext 255

Fax: 622-1653

Email: mail@acs-aec.org

Website: www.acs-aec.org